

505 LH 490/1

9321

(1938)

A

Aliénation d'un immeuble à Port-Vendres

C.D. 23. 2.38 51 IX a)

Aliénation d'un immeuble à Port-Vendres

Question IX

a) Aliénation d'un immeuble sis à Port-Vendres,
moyennant un prix de 205.000 francs.-

PV comit

Le Comité autorise, sous réserve de l'approbation ministérielle, l'aliénation de cet immeuble qui ne peut servir aux besoins du chemin de fer.

Steno rene et corrigé

M. FILIPPI. - Il s'agit d'un immeuble vétuste, et sans aucune utilité pour l'exploitation du chemin de fer. Nous avons reçu une offre d'achat au prix de 200.000 frs. Nous avons pu obtenir une augmentation de 5.000 frs, soit un prix de 205.000 frs.

Nous avons avantage à aliéner cet immeuble, sous réserve, évidemment, de l'approbation ministérielle.

M. GRIMPET - De quand date cet immeuble ?

M. FILIPPI - Il a été acquis en 1867 au prix de 45.000 francs.

M. LE PRESIDENT - Le Comité est d'accord.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Comité de Direction

Séance du 23 février 1938

IX - Questions diverses

- I. - Aliénation d'un immeuble sis à Port-Vendres
moyennant un prix de 205.000 frs.

dans

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Région du Sud-Ouest.

Paris, le 17 Janvier 1938.

Service de la Voie
et des Bâtiments.

Acquisitions de Terrains.

Monsieur le Directeur Général,

Le service de la Construction de la Compagnie du Midi a acquis, le 31 Juillet 1867, par voie d'adjudication aux enchères publiques, moyennant le prix principal de 45.005 francs, un immeuble situé Quai de la Ville à Port-Vendres.

390 m² Cet immeuble, d'une superficie totale de 950 m² dont 390 bâtis, est figuré par une teinte jaune et jaune hachurée au plan ci-joint.

Le 18 Mars 1932, le Conseil d'Administration de la Compagnie des Chemins de fer du Midi en a autorisé la vente à la Chambre de Commerce de Perpignan pour le prix de 250.000 frs.

La Chambre de Commerce n'ayant pu réaliser son projet d'acquisition et l'état de vétusté des constructions ne permettant pas, sans travaux importants, qui seraient de l'ordre de 200.000 frs (ci-joint un jeu de photographies de l'immeuble) de les affecter à la location, il y a tout intérêt à procéder à l'aliénation de l'immeuble en question, qui n'est actuellement d'aucun profit et d'aucune utilité pour le chemin de fer.

Nous avons reçu de M.MOLINER, Jean, Entrepreneur à Port-Vendres, une offre d'achat de l'immeuble en cause pour un prix de DEUX CENT MILLE Francs. Ce prix, qui doit être considéré comme avantageux, ne paraît pas devoir être atteint par une adjudication; nous avons donc présenté une promesse d'achat à l'intéressé qui a consenti à la signer, sous réserve de réalisation de la vente dans un délai de quatre mois.

.....

Monsieur LE BESNERAIS, Directeur Général de la Société Nationale des Chemins de fer Français.-

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous proposer de vouloir bien approuver la présente vente.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de mes sentiments respectueux.

Le Directeur de l'Exploitation

Signé: EPINAY